

Développement local et représentations

As, CERCOM, Université d'Antananarivo

Courriel : asbenasy@gmail.com

Il est à noter que cet article est inspiré d'un projet tutoré intitulé « Les représentations Sociales du développement local à Madagascar » élaboré par Rinda Herrick Andriamitaha, Malalatiara Ramarohetra, Ny Hasina Ramahenina, Codyl 2009, DIFP, Université d'Antananarivo.

Résumé :

Cet article traite des deux concepts, le développement local et l'environnement. Une étude des représentations a été effectuée dans divers domaines (médias, institutions publiques, organismes privés...). Trois hypothèses ont été posées, selon lesquelles, il y a autant de représentations du développement que de domaines ; ou encore tous les acteurs ont une même vision ; ou enfin certes il y a une pluralité de perceptions sur l'objet développement local mais elles ne sont pas si éloignées que cela et 'une mise en lien est possible. Notre étude a abouti à un classement de ces représentations. Cela après des analyses discursives et des analyses textuelles.

Mots clés : Développement local, environnement, représentations sociales, acteurs sociaux, institutions étatiques, médias

Le développement local est un concept qui vise à fonder le développement pour et par les acteurs de base avec les moyens locaux pour atteindre le bien-être social et l'autosuffisance en terme économique, financier, logistique et autres ressources dans un territoire déterminé. D'où l'autre appellation : « le développement à la base. ». Le développement local peut être ralié avec tant d'autres domaines, mais celui de l'environnement sera la base de notre présente étude compte tenu du contexte suscité par la prise de conscience de la détérioration des ressources naturelles à travers des sensibilisations et des mobilisations. Notons que l'environnement constitue un élément fondamental autour duquel tournent les facteurs sociaux et économiques dans le développement durable. Actuellement les questions environnementales sont inséparables du processus de développement. En partant de la citation(1) d'Alain Miossec : « le concept de développement durable suppose l'établissement d'une relation entre le nécessaire développement économique et en même temps une saine gestion de l'environnement (...) ». Remarquons que le concept de « développement » est le fruit du glissement, dans les années 1960, du terme « croissance » comme en témoigne l'œuvre de François Perroux.

Par ailleurs, les questions environnementales ont fait l'objet de différentes mobilisations dans le monde. L'agenda 21, qui a été proposé lors du Sommet de la terre à Rio de Janeiro en 1992, a marqué les initiatives des gouvernements à adopter une nouvelle approche du développement. En ce sens, l'Agenda 21 comprend des programmes d'actions qui doivent aider les gouvernements, les institutions ainsi que les acteurs économiques et sociaux (2).

De là, nous émettons deux scénarios possibles. Le premier, chaque acteur a sa perception. Chaque organisme et chaque institution publique ou privée a sa propre définition du « développement local ». Des visions qui s'articulent autour des priorités respectives et donc, des actions qui divergentes dans tous les domaines concernés. L'autre cas de figure démontre un consensus dans l'élaboration du sens et des représentations du développement local presque identiques. Ces deux cas de figure nous renvoient à des positionnements théoriques nouveaux sur l'évolution du concept « développement » en Afrique et dans les pays du Sud. Il ne consacre plus une seule vision mais une diversité d'approches sur cette question. Après des années de mise en place d'une politique de promotion de la consommation, d' « occidentalisation du monde » (3) par les administrations centrales, les acteurs concernés ont pris part à la construction et à la signification du concept « *développement* ».

Il s'agit donc de procéder à une étude des représentations afin de mieux cerner le concept et d'appréhender les diverses définitions du développement local, telle qu'elles sont attribuées par les différents organismes et institutions pour le développement étudiés. Deux outils théoriques ont été mobilisés pour obtenir et arriver à un panel de représentations. La théorie du « *noyau central* » et celle des « parties prenantes ». Le concept de « *habitus* » de Bourdieu (4) renforce cet angle d'analyse dans l'explication des actions et des prises de positions de tous ces acteurs. Le choix des organismes comme, l'Etat Malagasy à travers les textes stratégiques sur la lutte contre la pauvreté (DSRP et MAP), ou des organismes internationaux comme le PNUD ou le FENU, ou encore des centres de recherche pour le développement comme l'IRD ou le C3EDM et enfin des quotidiens comme La Vérité et L'Express de Madagascar, se justifie par leur implication dans les projets de développement et les liens directs ou indirects qu'ont leurs actions avec le domaine environnemental.

I – Développement local et environnement

D'une part, le terme « développement » se définit généralement comme l'action de développer, de se développer, ou le résultat de cette action. Dans une autre vision, « [...] le développement est devenu l'un des objectifs de toutes les sociétés. Issu d'une conception purement économique qui référerait à la croissance de la production par l'industrialisation, le terme est défini de nos jours comme un processus conduisant à l'amélioration du bien-être des humains. L'activité économique et le bien-être matériel sont toujours importants mais chacun sait que le développement concerne plus que la seule croissance du produit national brut. L'éducation, la santé, l'intégrité culturelle, un environnement sécuritaire et bien d'autres buts sont tout aussi importants » (5). D'autre part, le terme « local » associé recouvre divers sens : « Le niveau local est l'environnement immédiat dans lequel la plupart des entreprises - et en particulier les petites - se créent et se développent, trouvent des services et des ressources, dont dépend leur dynamisme et dans lequel elles se raccordent à des réseaux d'échange d'information et de relations techniques ou commerciales... Le niveau local, c'est-à-dire une communauté d'acteurs publics et privés offre un potentiel de ressources humaines, financières et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement » (6).

« Le concept de développement local est également appelé *développement à la base, développement économique communautaire*. » Cette approche du développement, en tant que méthode de travail, est appliquée dans les pays en développement où différentes problématiques relatives à la dimension du développement ont émergé et, par conséquent, ont façonné la vision même du concept de *développement local*. Une autre vision accorde une importance sur l'enjeu de la considération du territoire donné jusqu'à sa valorisation dépassant le stade du local vers un champ d'action plus vaste. D'où la définition : "Le *développement local* n'est pas la croissance, c'est un mouvement culturel, économique, social qui tend à augmenter le bien-être d'une société. Il doit commencer au niveau local et se propager au niveau supérieur. Il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire. Il doit être global et multidimensionnel, recomposant ainsi les logiques sectorielles" (7).

A - La notion de territoire

Dans le concept de *développement local*, on fait souvent référence à la notion de « territoire ». Le terme « territoire » est entendu comme une entité socio-économique et prend deux définitions distinctes. D'une part, le terme désigne un découpage administratif à l'échelle géographique en vue d'une meilleure coordination entre les acteurs locaux tels que la région, le district, la commune. D'autre part, il désigne le champ d'action dans lequel s'intègrent les systèmes productifs et les acteurs. Ainsi, le territoire comprend les ressources disponibles techniques, financières, naturelles et humaines. Le « territoire » est donc considéré comme l'un des critères du *développement local*. En effet, le terme signifie un espace construit par des acteurs multisectoriels qui sont issus de différents domaines : économie, communication, gestion, agriculture, agronomie, etc. En outre, le territoire est géré par des acteurs locaux : publics, privés, associations. En ce sens, le *développement local* peut être considéré comme une approche qui vise à impliquer les acteurs à s'organiser, à planifier et à diriger des actions par rapport aux obligations inhérentes aux sociétés et à ses membres. Cela se manifeste par les actions concrètes à travers l'exploitation des

ressources disponibles dans l'objectif d'inciter les acteurs individuels ou collectifs.

Cela nous amène à justifier le choix du domaine de l'environnement pour nos réflexions sur les représentations du *développement local*.

B - Le cas de Madagascar

Avant d'aborder le thème du développement dans le domaine de l'environnement, définissons le terme « environnement ». Au départ, il a été considéré comme le milieu physique, biogéographique où vivent les êtres humains. Désormais, le domaine a pris une autre signification, en dehors de la considération des ressources naturelles et de la dégradation des écosystèmes. En effet, les réflexions en la matière se sont retrouvées sur une base commune qui est d'intégrer les dimensions sociales, tels que les comportements, les valeurs, les organisations de la société, les formes de technologies et leurs usages. Dans le contexte de Madagascar, des projets ont été menés dans différentes localités, en particulier dans le domaine de l'environnement. Rappelons qu'à l'origine, ces projets s'inscrivent dans les actions prévues par l'Etat d'une part et les initiatives locales d'autre part. En effet, ces dernières années ont été marquées par la mise en œuvre des plans de développement à tous les niveaux administratifs et territoriaux (PCD, PRD) et des projets spécifiques tels que PNAE, COSAP, etc (8).

II – Une pluralité de visions sur le développement local

Usé par les politiciens, les agents de développement et trop souvent entendu dans les médias, le terme *développement local* tend à devenir un terme générique. Du fait de sa définition même qui entend intégrer les sphères environnementale, sociale, économique ; et l'idée d'implication de diverses parties prenantes sur un territoire, le terme *développement local* semble englobant, son sens est à la fois clair mais en même temps flou. En effet, il peut s'avérer que les actions d'un individu, d'un organisme ou d'une collectivité entrent dans le cadre du *développement local* sans que ceux-ci en soient réellement conscients ou inversement. C'est le cas quand l'organisme prétend un ouvrage de développement sans pourtant respecter les définitions de base. Nous nous demandons alors ce que les acteurs de développement perçoivent exactement par « *développement local* », en posant le postulat d'une pluralité de visions sur le concept.

Le cas évoqué précédemment nous amène à l'idée selon laquelle le fait d'être en contact permanent ou non avec le terme ou le concept de *développement local* n'implique pas nécessairement à une représentation commune du terme. De cette idée naît d'autres questionnements : les différences de représentations constituent-elles obligatoirement un frein au développement ? Le partage d'une représentation commune implique-t-il forcément une plus grande mobilisation des acteurs et constituer un atout pour le développement ? Pour pouvoir répondre à ces interrogations, il faudrait commencer les recherches par une étude des représentations

En effet, plusieurs chercheurs se sont penchés sur l'étude des représentations sociales et un de ces chercheurs, plus précisément Bourdieu, affirme l'idée selon laquelle les représentations sociales se construisent à travers les expériences,

l'éducation, ... des individus. Et les personnes ayant vécu des expériences plus ou moins semblables partagent une représentation plus ou moins commune. Or le concept de *développement local* développé auparavant sous-entend l'implication de différents acteurs, par conséquent, l'implication d'individus différents, issu de milieu différent, ayant des expériences diverses, ... Cette pensée, associée au constat précédemment, incite à s'interroger sur la possibilité d'une pluralité de représentation du *développement local*.

A – Les hypothèses

Les acteurs participant à une action de *développement local* sont le plus souvent : la population locale ainsi que les institutions publiques et privés. Mis à part cela, il faut aussi comprendre que dans une institution, les individus sont issus de milieux divers. D'un autre côté, les institutions à Madagascar œuvrant dans le développement ont leur propre politique, viennent parfois de différents pays et ont des expériences plus ou moins semblables en matière de développement. Suivant ces constats de départ et à partir des éléments développés autour de la problématique présentée auparavant, l'étude des représentations pourrait faire découvrir :

Hypothèse 1 : qu'il existe plusieurs représentations du *développement local*.

Hypothèse 2 : que certes il y a présence de plusieurs représentations mais elles ne sont pas si éloignées les unes des autres et donc il y a une possibilité de mise en lien des représentations.

Hypothèse 3 : que les institutions partagent la même vision du *développement local*. De ce fait, s'il y a un blocage dans la réalisation du *développement local*, les recherches futures devront montrer d'autres explications à ce frein.

L'étude des représentations du *développement local* revêt une importance :

-d'ordre conceptuel : Connaître les différentes représentations des acteurs de développement permet d'entrevoir les écarts de perceptions, d'entrevoir les points de concordance des représentations, de comprendre le mécanisme par lequel se construit ces représentations. Sur ce dernier se posera l'autre portée de l'étude : la dimension méthodologique.

-d'ordre méthodologique (approche du *développement local*) : les approches des institutions du *développement local* confronté aux perceptions/représentations de la population local permettraient de modéliser des approches plus adaptées.

Ainsi, à partir des nombreuses acceptions du *développement local*, nous partons de l'idée que pour mieux assimiler le concept et cerner les enjeux portés par celui-ci, il est important d'effectuer le passage vers la sphère des représentations sociales, un autre concept qui sera explicité dans la partie suivante.

B – Les représentations locales

Les représentations sociales délimitent les connaissances qu'ont les membres d'une société par rapport à un objet. Elles sont acquises ou se sont formées suite aux expériences et aux interactions sociales. Mais aussi suivant les normes déjà établies. Elles sont ensuite organisées de sorte à ce qu'il y ait un sens communément adopté par tous les membres de la société donnée. Ces

connaissances permettent à chacun de s'intégrer dans la société, d'assurer l'intercompréhension entre les membres de la société et de s'adapter aux situations réelles quotidiennes. Elles peuvent tenir ces rôles dans la mesure où elles constituent le fondement des opinions, des croyances, des valeurs, des attitudes, ... qui sont catégorisées selon des dimensions pouvant aider à l'interprétation de la relation entre un objet donné et la société : dimension structurale, dimension attitudinale, dimension informative.

Ainsi, le choix de la théorie du « *noyau central* » s'impose comme outil principal capable de démonter les mécanismes de construction de ces représentations. La théorie du *noyau central* élaborée par Abric (9) découpe les représentations sociales en deux zones distinctes :

- la zone consensuelle où se rejoignent les idées et les opinions de chaque membre d'un groupe social donné
- la zone d'opinions où les idées divergent et marquent la division du groupe

Ces différentes distinctions mènent vers la décomposition des représentations sociales en :

-éléments périphériques qui sont les croyances variables d'un individu à un autre

-éléments centraux (le *noyau central*) qui forment un consensus entre les croyances de chaque individu, en renvoyant aux normes, valeurs et intérêts du groupe.

Le *noyau central* est donc celui qui fournit la signification globale que le sujet accorde à l'objet, et par la même occasion identifie la représentation ; tandis que les éléments périphériques assurent le fonctionnement même de la représentation et servent d'indicateurs à la construction du sens accordé à la représentation.

De la même manière, le choix de la théorie des « parties prenantes » est pertinent à cette étude mettant en jeu plusieurs acteurs de différents domaines. Ceci dit, développé au niveau de l'entreprise, la théorie des parties prenantes postule l'idée selon laquelle les dirigeants d'une entreprise se doivent d'agir exclusivement selon les intérêts de leurs actionnaires. Le but étant d'équilibrer les intérêts des ces derniers pour qu'ils maintiennent leur coopération pour la survie et le fonctionnement de l'entreprise. Transposé au niveau de la société, les dirigeants en question peuvent se présenter sous la forme du pouvoir étatique et les actionnaires comme le pouvoir économique, le pouvoir du public (la population), le pouvoir de la société civile,....

« Une partie prenante est donc un individu ou groupe d'individus qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs organisationnels » (10).

Il est quand même à préciser qu'une partie prenante peut être affectée par la réalisation d'une activité sans pouvoir affecter la réalisation. Bref, une partie prenante peut être un danger ou une aide au projet. Les parties prenantes peuvent donc être volontaires ou involontaires (11).

III – Les axes méthodologiques

Les institutions œuvrant à Madagascar sont nombreuses et leurs actions sont éparpillées géographiquement. De ce point de vue, il est plus pratique de faire une étude des représentations des institutions de développement à travers leurs écrits. Ainsi, l'objet d'analyse se définit par une littérature publiée par divers organismes et institutions œuvrant à Madagascar. En cela, nous nous intéresserons à leurs identités, leurs valeurs, leurs activités ainsi que leurs actions ayant un rapport au développement de Madagascar selon une échelle d'action territoriale variable. Cette littérature qui sera à base environnementale, bien qu'elle puisse toucher d'autres domaines, sert de corpus textuel dans le but de faire ressortir la perception de ces organismes ou institutions de ce qu'il pourrait être considéré comme étant le concept de *développement local* lié au domaine environnemental à Madagascar. En effet, dans le souci de mieux cerner les représentations et par la même occasion de mieux cadrer l'étude, il nous est apparu plus adéquat de focaliser la recherche sur le domaine de l'environnement. Ce choix s'explique surtout sur la dimension que l'environnement a prise dans la définition du développement durable. En tenant également compte du fait que les domaines d'action du *développement local* sont multiples : santé, agriculture, éducation, etc., étudier tous ces domaines requiert du temps, des ressources humaines et l'on risquerait également de s'y perdre du point de vue méthodologique.

Afin d'identifier les représentations du *développement local* selon chaque organisme, nous avons procédé, en amont, à :

- une revue de littérature scientifique pour avoir une base théorique sur les représentations sociales
- une étude empirique à travers une littérature grise afin de faire un état des lieux du *développement local* à Madagascar (acteurs, champ d'intervention/d'actions, temps d'intervention, justification des choix, etc.)

En aval, l'ensemble du travail s'est focalisé sur l'analyse des corpus textuels en vue d'identifier les représentations du *développement local* selon les organismes de développement œuvrant à Madagascar. Le choix de l'analyse de texte dans notre projet est soutenu par le fait que les différentes informations recueillies sont toutes en grande partie des textes. L'analyse de contenu sera donc notre choix méthodologique selon la théorie des représentations sociales. Malgré tout, nous ne pouvons aborder notre objet qu'avec une approche multi-méthodologique. Il s'agit donc de fonder une stratégie qui nous permettra d'analyser et de rendre compte de la complexité de notre objet. Selon notre choix théorique, celui du *noyau central*, il nous incombe de traiter les données textuelles recueillies selon les organismes sélectionnés. Ce sont des « corpus textuels archivés (...) à des ouvrages destinés à un public particulier (...), incluant ou non des aspects iconiques (...) ou à des ensembles plus experts, complets ou formalisés (...) » (12). Les productions textuelles des différents organismes constituent de ce fait notre corpus, comme les brochures, les textes journalistiques, les affiches ou encore les publications publiques de ces organismes.

L'identification du *noyau central* permettra de déceler les autres éléments dits périphériques qui sont aussi des parties qui, même moins importants que le *noyau central*, constituent la représentation sociale. Voir si le *noyau central* est

unique ou multiple est donc l'objectif de toute notre méthodologie. Nous allons de ce fait adopter une « méthodologie lexicale » et une « méthodologie sur les mots inducteurs ». Ceci pour dire que l'étude des représentations sociales laisse un champ libre à la création d'une méthodologie *ad hoc*. Nous allons dans le concret développer des démarches de traitement des données textuelles recueillies.

La première phase vise à distinguer les items répétitifs et significatifs dans chacun des textes relevés. Cette étape consiste donc à localiser et à cerner du point de vue sémantique les termes et les mots qui reviennent le plus souvent dans les productions de l'organisme en question. Ce sera la partie quantitative de notre étude. Si nous sommes d'accord sur le fait que l'analyse vise à dégager la signification du discours, c'est-à-dire ce que l'émetteur veut faire comprendre, nous ne sommes pas exonérés de trouver la signification de l'énoncé pour le récepteur. Deux indicateurs seront alors à établir, l'un sur « la fréquence de chaque item sur l'ensemble de l'échantillon », l'autre sur « son rang d'apparition dans l'association. » (13). Cela signifie que les mots supposés être des mots inducteurs doivent être des mots cités plusieurs fois mais aussi cités dans la majeure partie au début de chaque discours.

IV – Discours et développement local

L'ensemble des travaux étant centré sur les corpus textuels, les discours énoncés revêtent une importance considérable en termes de traitement et d'analyse car, à l'opposé des entretiens, les discours dans les rapports et les publications des organismes de développement ne sont pas énoncés de manière individuelle et encore moins de manière spontanée. Ce sont, en effet, des discours étudiés, traités, analysés, révisés et publiés au nom d'un collectif ; d'où l'intérêt de les classer en fonction des catégories d'acteurs, sujets de la représentation. L'analyse de ces différentes classes de discours nous permet d'avancer, dans un premier temps, qu'autour du thème « *développement local* », chaque catégorie d'acteurs y va de sa propre logique discursive en fonction des valeurs et des intérêts que chacun identifie dans le concept. Les discours étatiques se construisent autour de l'importance du développement économique, base sur lequel les énoncés retracent leurs visions du *développement local*. Les organismes internationaux semblent eux aussi évoluer dans le sens de la croissance économique mais rajoutent un aspect déclaré fondamental : le *développement humain*. Les discours émis par ces organismes, de par leurs structures, évoquent l'importance des valeurs humaines dans tout processus de développement. Les ONG, quant à elles, se positionnent dans les actions de conservation, de protection et de valorisation des ressources. Les ressources naturelles et les enjeux environnementaux sont donc des points essentiels que les ONG associent au *développement local*. Les centres de recherches pour le développement ne peuvent envisager le *développement local* sans passer par les fondamentaux du développement durable. La question environnementale y est donc primordiale. Enfin, dans la presse écrite, l'analyse du corpus démontre une conformité d'une vision, d'une lecture des questions environnementales liées au *développement local*. Elle est centralisée sur la « forêt » et ses rapports avec les différentes méthodes que ce soit scientifiques ou pas, de sa conservation et de sa protection.

Pendant les traitements des corpus textuels et les analyses de discours, les principaux noyaux centraux de chaque représentation émise par les organismes

de développement ont été relevés. Etant admis que ces noyaux centraux portent la signification globale de la représentation, le tableau des représentations présenté ci-dessous, formule les représentations en fonction des termes les plus saillants identifiés comme étant les mots inducteurs, d'une part, et des termes saillants ou relativement, identifiés comme étant les éléments périphériques structurant les représentations, d'autre part.

Tableau 1 : Formulation des représentations

	Discours étatiques	Organismes internationaux	ONG	Centres de recherches pour le développement	M é d i a s
Mots inducteurs	Développement économique	Développement humain	Développement et conservation	Développement durable	Développement et population locale
Eléments périphériques	Développement rural Potentiels agricoles Financement Décentralisation Participation	Pauvreté Croissance économique Valeurs Gouvernance démocratique Changements climatiques	Ressources naturelles Energies Valorisation Promotion Participation Cadre de vie	Environnement Ressources Energies Durabilité Exploitation	Recherche Forêt Climat Agronomie Eau Biodiversité

Ce tableau condense les représentations les plus saillantes du *développement local* selon l'angle de l'environnement. De ce fait, il existe bel et bien une pluralité de visions sur le *développement local*, identifiées à travers les valeurs et les intérêts que prône chaque catégorie d'acteurs amenés à intégrer le processus. Le *développement local* serait donc à la fois une décentralisation des activités économiques de développement du niveau global (mondial, international) au niveau local (territorialité relative), un ensemble de moyens d'expression des valeurs humaines, à la base du *développement humain*, un processus participatif relatif à la conservation et à la valorisation des ressources naturelles, une transposition du développement durable à l'échelle locale ; tout cela dans une finalité plus ou moins partagée d'améliorer les conditions de vie des populations (taux de pauvreté, degré de bien-être, croissance économique, etc.). Néanmoins, le constat est fait qu'au lieu de s'opposer, ces diverses représentations du *développement local* se complètent du fait de l'existence de plusieurs éléments interdépendants dans leurs structures respectives. L'intérêt principal de cette étude aura donc été de cerner le message « global » véhiculé par les initiateurs, les médiateurs, les coordonnateurs, les décideurs et les promoteurs de ce concept si complexe qu'est le *développement local*.

Ainsi, les différentes représentations sociales des divers organismes étudiées permettent de redéfinir les concepts de *développement local* par rapport au contexte réel malgache, et de redéfinir les priorités en termes d'actions. Bon nombre de perspectives s'ouvrent à l'issue de cette étude sur les représentations du *développement local*, notamment celle d'effectuer la même étude sur les principaux bénéficiaires du processus, les communautés de base. En effet, ayant

réalisé que les visions sont diverses, voire divergentes au niveau des initiateurs et des décideurs qui sont les organismes de développement, qu'en sera-t-il des populations locales ? Que se passerait-il si leurs visions du *développement local* venaient à s'opposer à ceux des organismes de développement ? Ce sera donc ainsi que les processus de mobilisation correspondant au besoin local seront définis en perspectives, tel que le montre l'intérêt du passage par l'étude des représentations.

Notes

(1) Cité par PAULET Jean-Pierre. *Développement Durable*. Ed. Ellipses, COLL. Transversale, 2005, pp.11

(2) Différents thèmes ont été soulevés lors de ce sommet : la protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les substances chimiques /toxiques, la protection des ressources en eau douce, la préservation de la diversité biologique, la protection des océans et de toutes les mers, les écosystèmes fragiles, etc.

(3) Ariès Paul, *No conso : vers la grève générale de la consommation*, Gollas, Paris, 2006. Ariès Paul sera très critique dans ses ouvrages concernant le concept « consommation » et concernant la mobilisation du terme « développement local » contre une vision occidentalisation du monde.

(4) Bourdieu Pierre, *Raisons pratiques, sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris, 1994.

(5) Définition tirée de Notions d'écocivisme, Collection Écocivisme, La Voie verte d'Environnement Canada, <http://atlenv.bed.ns.ec.gc.ca/french/udo/primfr1.html>, citée par Christian Brodhag, Natacha Gondran, et al. in « glossaire pour le développement durable », Agora21, – ARMINES version du 20 avril 2001,

(6) OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Économique*), *Réussir le changement: entrepreneuriat et initiatives locales*, Paris, France, 1990. p. 3.

(7) Source : Commentaire lors des États généraux des Pays, France 1982

(8) PNAE (programme national d'action environnementale), COSAP (Comité d'Orientation et de Soutien à l'Aire Protégée). Cf. Liste des abréviations et sigles

(9) ABRIC J.C., *Les représentations sociales, aspects théoriques*, In ABRIC J.C (éd.), « *Pratiques sociales et représentations* », Paris, PUF, 1994, pp11-36.

(11) MERCIER Samuel. *L'apport de la théorie des parties prenantes au management stratégique une synthèse de la littérature*. XIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique. 13-14-15 Juin 2001. Faculté des Sciences de l'Administration, Université Laval, Québec. Disponible sur <http://www.strategie-aims.com/quebec/web/actes/f-152-cd.pdf>. Consulté le 15-05-09.

(11) Ce sont généralement ceux qui s'exposent aux conséquences d'un projet.

(12) SECA Jean-Marie, *Les Représentations sociales*, Paris, Armand Colin, 2005 (2001), p.85.

(13) SECA Jean-Marie, *Les Représentations sociales*, op.cit., p.112

Références

- ABRIC J.C., 1994, Les représentations sociales, aspects théoriques, In ABRIC J.C (éd.), *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF, pp11-36.
- ARIES Paul, 2006, *No conso : vers la grève générale de la consommation*, Paris, Gollas.
- BOUCHET Yannick, 2005, « L'intelligence économique territoriale est-elle une aide à l'économie de proximité ? ». Communication au XVIIème COLLOQUE FEDERATEUR de l'INSTITUT CEDIMES : « *Le développement local dans une perspective comparée* ». Mardi 17 mai au Samedi 21 mai 2005 - Turin - (Italie).
- BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratiques, sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil.
- Commentaire lors des États généraux des Pays, France 1982.
- DELCHET Karen, 2003, *Qu'est-ce que le développement durable ?* AFNOR.

- GUILHAUMOU Jacques, 2003, « Le corpus en analyse de discours : perspective historique », in *Corpus, Corpus et recherches linguistiques*, 2002. disponible sur le www, mise en ligne le 15 décembre 2003, [<http://corpus.revue.org>].
- HUSSON Bernard, 2004, « Le développement local »- CIEDEL . in *Agridoc - revue thématique* 2004 pp 6-8.
- JODELET Denise, 1997, *Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie*, in *Psychologie sociale*, sous la direction de S. Moscovici, Paris, PUF, « Le psychologue », p. 69.
- Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Charte de l'environnement et ses modificatifs. (Loi 90-033 du 21 / 12/90).
- MOSCOVICI Serge, 1976, *La psychanalyse, son image, son public*, Paris, PUF.
- OCDE, 1990, *Réussir le changement: entrepreneuriat et initiatives locales*, Paris, p. 3.
- PAULET Jean-Pierre, 2005, *Développement Durable*. Paris, Ed. Ellipses, Coll.Transversale, p.11
- PECQUEUR Bernard, 1989, *Le développement local*, Paris, Syros, Alternatives.
- PREVOST Paul, 2002, *Le développement local : Contexte et définition*. (IRECUS) Université de Sherbrooke, Cahiers de recherche IREC 01-03 (Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives).
- SECA Jean-Marie, 2005, *Les Représentations sociales*, Paris, Armand Colin.
- TOUZARD H., 1990, Compte rendu : « L'étude des représentations sociales », *L'année psychologique*, Vol. 90, n° 2, 1990, pp. 315-317.

Corpus disponibles dans :

- Djohary ANDRIANAMBININA, *Un nouvel apport dans la gouvernance locale des ressources naturelles : le cas des aires protégées volontaires*, C3EDM.
- <http://www.uncdf.org/francais/countries/madagascar/index.php> consulté en 2009
- Archives du quotidien « La vérité », Quotidien de Madagascar. 2008 – 2009.

Liste des abréviations et sigles

- C3EDM : Centre d'Etude Economique et d'Ethique pour le Développement Madagascar
- COSAP : Structure de concertation des Aires Protégées
- DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
- FENU : Fonds d'Equipement des Nations Unies
- IRD : Institut de Recherche pour le Développement
- MAP : Madagascar Action Plan
- MOISA : Marché Organisations Institutions Stratégies d'Acteurs
- OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- PCD : Plan Communal de Développement
- PNAE : Plan National d'Action pour l'Environnement
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PRD : Plan Régional de Développement